

Date de mise à jour/De l'évaluation	26 Janvier 2018
Localité affectée	Kindjandi
Coordonnées GPS	Latitude : N13°44'20,38', Longitude: E012°55'55,59"
Déclencheur de l'ERP	Alerte de mouvements de population par les points focaux
Méthodologie	Focus groups avec les hommes, femmes, jeunes filles et garçons et entretiens individuels avec les informateurs clés.
MSA effectuée	23 Janvier 2018
Thèmes documentés	Protection générale, protection de l'enfant, les violences basées sur le genre et les personnes à besoins spécifiques

1. Aperçu de la situation

La situation sécuritaire qui prévaut dans la région de Diffa est très volatile et reste caractérisée par des incursions de Boko Haram sur le territoire nigérien entraînant des mouvements des populations des sites en sites. C'est dans ce contexte que l'attaque de la position militaire de Toumour en date du 17 Janvier 2018 par les insurgés de Boko Haram, a engendré un mouvement de populations de Toumour vers le village de Kindjandi.

Le village de Kindjandi (commune rurale de Gueskerou, département de Diffa) est situé à 70 km à l'Est de Diffa sur la RN1 en allant vers Nguigmi. En date du 31 Octobre 2017, selon les chiffres de la Direction Régionale de l'Etat –Civil et des Réfugiés (DREC), Kindjandi a accueilli **25 764** déplacés forcés depuis l'avènement de la crise de Boko Haram en provenance de plusieurs localités du Nigéria et du Niger. Les personnes nouvellement arrivées suite à l'attaque de Toumour sont d'ethnie Boudouma qui serait arrivées en trois (3) vagues dans le village de Kindjandi respectivement le 20, 21 et 25 Janvier 2018. Ces déplacés sont installés dans la partie Ouest du village aux secteurs 4 et 5. Le choix de ce village d'accueil par les déplacés serait motivé par le fait qu'il dispose et offre des services sociaux de base. En plus, ils pensent être non seulement en sécurité (existence d'une position militaire) mais aussi l'existence de l'un des rares marchés, qui offre aux déplacés des opportunités pour l'exercice des petits commerces. Au cours des entretiens, ces déplacés ont notifiés qu'ils sont à leur troisième déplacement (Yebi-Bosso-Toumour-Kindjandi). Ils ont préféré quitter Toumour à titre préventif afin d'éviter de revivre la situation qu'ils ont vécu à Yebi et Bosso en Juillet 2016 quand les insurgés ont incendié leurs maisons et perpétrés des exactions sur la population civile à Yebi. En plus de cela, ils pensent que Toumour se trouve à proximité du lit de la Komadougou et ils sont dans la crainte permanente des attaques des insurgés.

Ces déplacés de 105 Ménages sont constitués à **50% des enfants; 30% des femmes et 20% les hommes** ; les femmes et les filles représentent environ **65%**.

Themes	Description	Recommandations
Protection générale	<p>Ces nouveaux déplacés internes se sont installés à côté des champs des privés et les exploitants auraient déjà commencé à leur proférer des menaces à la suite de leur installation de façon progressive qui risquerait d'occuper les champs de culture.</p> <p>Par rapport aux intentions de retour ils comptent retourner chez eux dès que la paix serait rétablie dans leur zone d'origine. Aucun déplacé n'est installé en famille d'accueil.</p> <p>Lors du déplacement la plupart des adultes ont effectué le trajet à pieds. Par contre, les enfants et les personnes vulnérables (personnes âgées, femmes enceintes) se sont fait transporter dans 4 véhicules de transport en commun moyennant 10 000 Nairas par voyage, à travers des cotisations sous le leadership du Boulama (chef local). On ne note aucun incident en cours de mouvement. Cependant, le jour de l'attaque 5 personnes auraient été</p>	<p>Groupe de Travail Protection</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire le plaidoyer auprès du gestionnaire des sites de Kindjandi pour suivre la question d'installation de ces nouveaux arrivés afin de prévenir leur départ vers un autre lieu ou autre conflit avec les exploitants. - Sensibiliser les membres des communautés sur la nécessité d'une cohabitation entre les déplacés installés sur le terrain privé et les exploitants. - Mise en place d'un blader au niveau de leur site pour alléger les souffrances des filles et femmes

	<p>atteintes par des balles dont 3 auraient succombé à leurs blessures et les 2 autres auraient été référés à l'hôpital régional de Diffa.</p> <p>Des biens matériels des civiles ont pillés et emportés par les éléments de Boko Haram.</p> <p>A Kindjandi sur le site de déplacement, ces déplacés se sentent en sécurité, cependant l'accès aux services sociaux de base cause de sérieux problèmes. Pour avoir de l'eau, ils parcourent environs 1,5km pour atteindre le blader de 10 000 m3 qui est approvisionné une seule fois par jour. Avec l'arrivée des nouveaux déplacés, la couverture en eau s'avère insuffisante car déjà le blader n'arrive pas couvrir le besoin en eau potable sur le site. Pour combler le déficit d'eau, ces déplacés partent vers les bornes fontaines moyennant 10 Naira le bidon de 25 litres.</p> <p>Pour l'accès à La santé : Il existe un centre de santé dont les soins sont gratuits, mais les déplacés parcourent une distance d'environ 2 à 3 km pour y accéder. A cela s'ajoute le temps d'attente qui les décourage (des heures d'attente).</p> <p>Pour l'accès aux moyens de subsistances : les déplacés utilisent leurs enfants dans la mendicité et vivent de la solidarité des communautés trouvées sur place. Sur les 105 ménages, seulement 33 bénéficiaient des assistances alimentaires quand ils étaient à Toumour. Le dernier ciblage conduit par Samaritains Purse sur le site de Kindjandi n'a pas pris en compte la vague de ces nouveaux déplacés qui était déjà présente sur le site.</p> <p>Accès aux infrastructures Hygiène/Assainissement : Il n'existe pas des latrines d'urgence sur le site où sont installés ces déplacés, ce qui les oblige à faire leurs besoins à l'air libre et loin (au moins 1km) des habitations surtout pour les filles et les femmes qui préfèrent aller la nuit, cela les expose aux risques des violences basées sur le genre.</p> <p>Pour l'Accès à l'Abris : les déplacés vivent dans des abris de fortune dans une grande promiscuité.</p> <p>Pour l'Accès à la documentation : les naissances ne sont pas régulièrement enregistrées par manque d'information des parents, d'où le risque d'apatridie, bien que 60% des accouchements soient assistés. Notons qu'il y a une liberté de mouvements à Kindjandi mais ces déplacés notent des tracasseries routières quand ces derniers seraient en déplacement vers les centres urbains (Ville de Diffa). Environ seulement 20% des déplacés disposent des actes de naissances contre 10% pour la carte d'identité. La majorité ignore le circuit d'obtention de ces documents.</p>	<p>Sensibiliser les parents sur l'importance de déclaration des naissances des enfants et le processus d'obtention de l'acte de naissance dans la région.</p>
<p>Protection de L'Enfant</p>	<p>Pour ce qui est de la protection de l'enfant, la situation se présente comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les enfants sont exposés aux intempéries (froid et vent) lié au manque d'abris. ce qui les rend vulnérables aux maladies. Ils sont exposés au risque de viol lié à la promiscuité, à la recherche du bois. ✓ Ils courent également le risque d'exploitation économique. En effet, les enfants contribuent à la 	<p>Sous- Groupe de Travail Protection de l'Enfant</p> <p>- Sensibiliser les communautés sur la nécessité et les personnes déplacées sur l'exploitation des enfants et autres abus à l'encontre de ces derniers.</p>

	<p>prise en charge de la famille en faisant le chargement et déchargement des colis dans le marché du village de Kindjandi et sont utilisés dans la vente d'eau à l'aide des pousse-pousse.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Au moins 15 enfants dont 5 filles et 10 garçons qui allaient à l'école à Toumour, courent le risque de déscolarisation et tous les enfants scolarisables n'ont pas été inscrits à l'école à cause des différents mouvements (Yébi-Bosso-Toumour-Kindjandi). Ces enfants qui fréquentaient l'école avant les déplacements n'ont pas encore été réinscrits et ils vont accuser du retard et au pire courir le risque de passer une année blanche ✓ D'après les résultats des entretiens, plusieurs enfants n'ont pas de pièces d'état civil (extrait de naissance) ce qui les exposerait au risque d'apatridie ✓ La plupart des enfants ont affirmé qu'ils font des cauchemars la nuit, ils ont peur au moindre bruit ressemblant aux détonations. ✓ Les enfants sont mariées à bas âge (12-13 ans en général) du fait de la culture de leur communauté. ✓ Concernant l'accès aux services sociaux de base : les soins sont gratuits cependant le centre de santé est éloigné du site d'accueil, les latrines sont inexistantes sur le site, ce qui conduit à faire leur besoin à l'air libre. ✓ Pas d'enfants Séparés et Non accompagnés identifiés parmi les nouveaux déplacés ✓ . <p>Les enfants ne fréquentent pas les EAEs à cause des herbes épineuses. Les 'espaces aménagés existants sont loin du site d'accueil.</p>	<p>Renforcer et rendre propice les activités socio-récréative dans les secteurs 4 et 5 dans lesquels se trouvent les enfants nouvellement déplacés.</p> <p>Plaider auprès du GT Education afin d'étudier la possibilité d'inscrire dans les écoles de Kindjandi les enfants venus de Toumour qui étaient en pleine année scolaire pendant ces dernières attaques.</p>
<p>Violences basées sur le genre</p>	<p>Les résultats de cette évaluation font ressortir les risques de VBG aux quels les populations peuvent faire face. Il s'agit des violences sexuelles, physiques, psychologiques, le mariage des enfants et la pratique de sexe pour survie. en fait il s'agit de la perception des interviewés des risques auxquels ces groupes peuvent être confrontés.</p> <p>En somme, plusieurs situations exposent les femmes et les filles aux risques de VBG :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les déplacés seraient installés sur les champs dunaires, que les propriétaires mettent en valeur pendant la saison de pluie. Cette situation peut augurer des conflits communautaires où les femmes et les filles sont les plus vulnérables car elles sont le plus souvent à la maison et ce sont les hommes qui mènent des actions de destruction des biens des leurs adversaires en cas de bagarre communautaire. ✓ La distance que les femmes et les filles parcourent pour la recherche du bois (environ 2 à 3 KM) 	<p>Sous-Gruppe de Travail VBG</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser ces déplacés sur les conséquences de VBG, - Faire de plaidoyer pour la réalisation des latrines avec des spécifications hommes/Femmes sur le site pour réduire les risques des violences basées sur le genre -Doter les ménages en gaz ou charbon pour éviter aux femmes et filles de parcourir de longues distances à la recherche du bois de chauffe -Créer des opportunités aux filles pour éviter l'exploitation sexuelle et économique des enfants -Redynamisation des structures communautaires existantes pour

	<p>présente également des risques d'exposition aux agressions sexuelles ou physiques.,</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le manque de latrine fait que les femmes et les filles partent loin du site afin de satisfaire leurs besoins dans les champs d'autrui et du coup elles sont exposées aux risques d'agression sexuelle et physique surtout la nuit. ✓ Le risque de bagarre autour du point d'eau surtout entre les jeunes filles et garçons qui font la corvée d'eau. L'eau n'est pas assez suffisante et tous les usagers viennent au même moment autour du blader. Les bousculades pour avoir de l'eau peut dégénérer en bagarre. ✓ Le centre de santé très distant du site d'accueil, en cas de maladie, les malades et leurs accompagnants courent le risque d'enlèvements, d'agression sexuelle et physique du fait qu'ils vont traverser tout le village avant d'arrivée au CSI. <p>Cas identifiés : Deux cas (02) de VBG ont été identifiés : un cas d'agression sexuelle et un cas d'agression physique.</p>	<p>prendre en compte les nouveaux venus.</p>
<p>Personnes à Besoins Spécifiques</p>	<p>Au sein de cette communauté nous avons enregistré :7 femmes enceintes à risque, qui fréquentent les CPN à Toumour (disposant de leurs carnets) ; 9 femmes chefs de ménages (5 Veuves et 4 divorcées avec des enfants en charge) exposées à la prostitution et à d'autres risques de violences basées sur le genre au regard de la problématique d'accès aux moyens de subsistances à fin répondre aux besoins de leur ménages); 4 Personnes vivant avec handicaps dont 2 physiques et 2 visuels ; 2 personnes souffrant des troubles psychiques (ce sont des jeunes de 35 et 25 ans) et 2 personnes âgées vivants avec des enfants mineurs. Le focus a également fait ressortir deux cas de traumatisme dans le groupe.</p>	<p>-Assurer le référencement des cas des personnes souffrant de trouble psychiques à COOPI pour la prise en charge. Assurer la gestion des cas des PBS identifiés sur le site (IRC)</p>
<p>2. Acteurs présents et Actions en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Acteurs présents sur le site : IRC, Samaritan's Purse, COOPI, Médecins sans frontières, Save the children, ACTED, AKARAS, CARE International, Plan International, Croix Rouge, IEDA/Relief et ✓ Actions en cours : La distribution des NFIS par IRC/Urgence et Abris par DRC, mais ne prend pas en compte les 25 ménages qui seraient arrivés après le ciblage. 		